

## Annexe 1. « On ne peut rien fonder sur l'opinion : il faut d'abord la détruire »

« *L'opinion pense mal* »

Comme on vient de le voir au cours de ces deux parties, l'histoire de la « mémoire de l'eau » dépasse largement « l'affaire *Nature* » dans laquelle on tend souvent à la réduire. Par ailleurs, lorsqu'on lit les – nombreux – commentaires sur la « mémoire de l'eau », on a souvent le sentiment de se trouver dans l'ère préscientifique que décrit G. Bachelard dans *La formation de l'esprit scientifique*. Dans ce texte, en effet, G. Bachelard explique quels sont les différents obstacles que l'on doit franchir pour parvenir à une démarche scientifique. Ainsi, l'un des obstacles essentiels à vaincre est l'opinion :

« La science, dans son besoin d'achèvement comme dans son principe, s'oppose absolument à l'opinion. S'il lui arrive, sur un point particulier, de légitimer l'opinion, c'est pour d'autres raisons que celles qui fondent l'opinion ; de sorte que l'opinion a, en droit, toujours tort. L'opinion *pense mal* ; elle ne *pense pas* : elle *traduit* des besoins en connaissances. En désignant les objets par leur utilité, elle s'interdit de les connaître. On ne peut rien fonder sur l'opinion : il faut d'abord la détruire. Elle est le premier obstacle à surmonter. Il ne suffirait pas, par exemple de la rectifier sur des points particulier, en maintenant, comme une sorte de morale provisoire, une connaissance vulgaire provisoire. L'esprit scientifique nous interdit d'avoir une opinion sur des questions que nous ne comprenons pas, sur des questions que nous ne savons pas formuler clairement. »<sup>1</sup>

A titre d'exercice, je propose au lecteur de prendre connaissance de réflexions faites par des scientifiques concernant « l'affaire ». Ces interviews ont été réalisées par Jean-François Picard du CNRS et Suzy Mouchet de l'Inserm. Ils s'inscrivent dans le cadre de l'écriture d'une « Histoire de la recherche médicale en France au vingtième siècle »<sup>2</sup>. Ces entretiens sont particulièrement intéressants car ils présentent des visions croisées – souvent sans langue de bois – d'une cinquantaine d'années de recherche médicale en France. Par ailleurs, chacun de ces entretiens a été revu par l'interviewé de telle sorte que les propos émis sont assumés avec du recul par leurs auteurs. L'« affaire Benveniste » est évoquée au cours de certains de ces entretiens.

Pour ce qui concerne notre propos, il était intéressant de voir comment les interviewés qui ont tous occupé des postes de responsabilité dans l'appareil de

recherche français décrivent leur vision de « l'affaire ». Le lecteur qui dispose maintenant, nous l'espérons, d'un bagage plus solide concernant les faits évoqués est maintenant à même de juger lui-même ces diverses « opinions ».

*Quelques « opinions »...*

François Kourilsky (1990 ; 2001) <sup>3</sup> :

« A l'époque où j'étais D.G. [directeur général] CNRS et où Jean-Pierre Changeux présidait le Conseil scientifique de l'INSERM, l'affaire Benveniste nous a consternés. En fait, Philippe Lazar et Jacques Benveniste étaient deux camarades du CERES<sup>4</sup> et je pense que cela a peut-être interféré avec certaines décisions prises par l'INSERM. Quoi qu'il en soit, l'affaire aurait pu être traitée de manière beaucoup plus ferme. Les défenseurs de Benveniste confondaient deux problèmes : la responsabilité du chercheur dans ses recherches et le problème de la recherche dans ses conclusions. Jacques Benveniste était un excellent chercheur, mais la mémoire de l'eau l'a rendu complètement paranoïde et persécuté : il était devenu impossible d'en discuter avec lui. Au début il parlait d'un effet de faibles doses et à la fin il évoquait le rôle d'ondes invisibles ! Il a même demandé à Georges Charpak de venir constater la réalité du phénomène et quand celui-ci a refusé de prendre position, il a failli le poursuivre en justice. »

Jean-Pierre Bonvalet (2000) <sup>5</sup> :

« Cette affaire a défrayé la chronique et est connue de tous. Jacques Benveniste avait publié dans la revue *Nature* un article intitulé la mémoire de l'eau, dans des conditions éditoriales inacceptables de la part de ce journal, avec un éditorial démolissant Benveniste. Cela dit, pour des raisons de culture scientifique, personne ne croyait à ce concept de recherche sur les hautes dilutions, mais personne ne pouvait trouver, dans cet article, où se situait le biais. Il y avait un problème d'interprétation de statistiques et des résultats reproductibles ou non. Tout cela était aggravé par le fait que Jacques Benveniste se répandait dans les médias de façon éhontée, en mettant Philippe Lazar dans l'embarras, puisque celui-ci a même failli perdre sa fonction. Il y a

eu à ce moment là d'énormes pressions extérieures pour pousser Philippe Lazar à renvoyer Jacques Benveniste. Tous les prix Nobel et les nobélisables disaient que c'était la honte de la France. Lazar n'a pas cédé, non contredit par le CODIS<sup>6</sup>, d'abord parce que les manipulations de *Nature* étaient scandaleuses, mais également parce que Jacques Benveniste était un excellent chercheur. L'unité de Benveniste n'a pas été renouvelée mais Philippe Lazar lui a donné les moyens de continuer à travailler, avec la promesse contractuelle de ne pas céder à ses pulsions médiatiques. Cela a été une attitude extrêmement courageuse de notre directeur général. J'étais tout à fait d'accord avec lui et aurais trouvé tout à fait anormal que Benveniste soit renvoyé de l'Inserm. Au sein du CODIS, les avis étaient partagés sur cette question, comme nous étions partagés, au début, sur le SIDA. Il faut le répéter, aucun élément n'a pu permettre de prouver une fraude scientifique. Or, nombre de scientifiques ont publié une fois dans leur vie un article dont une donnée s'est avérée fausse par la suite. [J.P. Bonvalet cite un exemple personnel] Il peut donc arriver que tout laisse à penser qu'un résultat soit erroné, qu'on ne trouve pas le biais, sans qu'il y ait pour autant fraude. Je pense que c'est ce qui s'est produit pour Benveniste. »

Klaude Kordon (2001) <sup>7</sup> :

« En dépit du tollé soulevé par ses recherches sur la mémoire de l'eau et de l'article paru dans la revue *Nature*, la Direction générale de l'Inserm a tenu à laisser une chance à Jacques Benveniste, excellent immunologiste, reconnu pour ses travaux sur le PAF acéther. Un des facteurs de l'hypersensibilité immédiate, un phospholipide d'agrégation plaquettaire, qui contracte les bronches et abaisse la pression artérielle.

*Nature* avait refusé deux fois l'article soumis par Benveniste, puis, devant l'insistance de celui-ci, son rédacteur en chef avait semble-t-il cherché à lui donner une leçon en publiant l'article, assorti d'un commentaire dépréciatif, contre l'avis de ses experts scientifiques.

Dans cette affaire, Philippe Lazar a raisonné en politique. Il ne croyait pas à une supercherie, mais plutôt à un manque de rigueur. Devant l'ampleur médiatique prise par l'affaire, il n'a pas souhaité

se poser en censeur, mais agir avec pragmatisme. Il a demandé au conseil scientifique de constituer une commission d'enquête sous la responsabilité de son président.

La commission, dont je faisais partie, a assez vite identifié le talon d'Achille de la démarche de Jacques Benveniste. Au sein d'un ensemble complexe de données, Benveniste privilégiait celles qui étaient en cohérence avec son hypothèse, en écartant celles qui n'allaient pas dans le même sens. Il connaissait pourtant parfaitement les mécanismes de couplage des récepteurs, donc les événements biochimiques qui relaient la reconnaissance d'un signal par le récepteur et la réponse de la cellule ; il ne raisonnait cependant qu'en fonction de l'entrée de l'information et de la réponse finale (la dégranulation). Quand nous lui avons expliqué que son interprétation mettait en cause la loi d'action de masse – ce qui n'était pas en soi léthal pour sa théorie, mais exigeait que ses observations soient au moins aussi rigoureuses que celles sur lesquelles s'appuie la loi –, il nous a répondu que le simple fait de poser la question prouvait que nous n'avions rien compris à son expérience.

Il s'agit là d'un intéressant cas de figure d'épistémologie. Un raisonnement scientifique doit suivre un ensemble de règles du jeu, dont l'une pose qu'une théorie nouvelle ne peut être acceptée que si tous les faits qui la contredisent ont préalablement été réfutés (le scientifique doit d'abord se faire l'« avocat du diable », c'est-à-dire de sa propre réfutation).

La commission s'était entourée d'avis extérieurs, comme celui du directeur d'un des National Institutes of Health (NIH), sur l'attitude que lui-même aurait adoptée face à une telle situation. Après avoir hésité, il nous a répondu qu'il essaierait de traiter les choses en douceur et de « dégonfler la baudruche » sans faire de martyr. Nous avons rapporté ces propos à Philippe Lazar, qui partageait ces vues. Il a donc maintenu l'unité de recherche, en spécifiant que l'Inserm n'en soutiendrait que les recherches jugées d'un bon niveau scientifique, à l'exclusion de celles portant sur la « mémoire de l'eau ». Benveniste n'en ayant pas tenu compte, son laboratoire s'est effondré tout seul au bout de deux ans, ce qui était prévisible. »

Claude Mawas (1991 ; 2002 ; 2005) <sup>8</sup> :

« Benveniste est la victime de la collusion entre un désir politique (évaluer les médecines douces) et le rationalisme Lazarien. En l'occurrence, qu'est ce que la recherche publique peut faire pour la pharmacie homéopathique ? Sous la droite, on n'avait jamais pu faire une évaluation officielle des « médecines dites douces ». D'où la question, nous, les rationalistes de gauche, ne pourrions nous pas faire mieux ? Evidemment, il y a eu des dérives comme Georgina Dufoix avec sa « clinique » d'évaluation des médecines douces et sa photo sur un cheval blanc camarguais ! Et Jacques Benveniste, un chercheur des plus rigoureux issu d'une grande famille universitaire, mais également un esprit paradoxal qui s'est dit qu'il y avait là une opportunité extraordinaire. Il discute donc avec Lazar de la possibilité de tenter une évaluation scientifique de l'homéopathie. Il a alors été abordé par des gens de chez Boiron, ce qui l'a amené à présenter un protocole expérimental qui nous paraissait très intéressant, hyper-rationnel, symbole de la gauche cartésienne au service de l'évaluation médicale !! Mais les premières difficultés sont apparues quand il a demandé aux laboratoires Boiron la composition des produits, ce qu'on lui a refusé. Il a alors posé comme hypothèse qu'ils utilisaient des stéroïdes à fortes dilutions. Son premier travail a donc consisté à diluer des stéroïdes et à regarder jusqu'où cela empêchait leur dégradation. Les choses ont débuté ainsi, de manière tout à fait raisonnable, puis il y a eu une dérive psychopathique. Dans ses expériences, Benveniste trouvait des faits qui ne lui paraissaient pas explicables. Il s'est alors produit une grande confusion entre le fait expérimental des hautes dilutions et une construction théorique sur laquelle il s'est emballé, la mémoire de l'eau. Mais au départ et j'insiste, il s'agissait uniquement d'un contrat d'Etat destiné à évaluer l'homéopathie. Dans cette affaire, on retrouve des ingrédients mitchouriniens typiques, comme cette foi incroyable dans les capacités rationnelles d'évaluer des pratiques qui vous mènent à la marge de la raison. »

Et, à propos de la responsabilité de l'Inserm dans l'affaire :

« L'INSERM de 1982 est l'enfant des socialistes. Vous vous doutez bien que ce n'est pas innocemment qu'on a nommé Philippe Lazar après son fameux rapport pour les Assises nationales de la recherche. Ou bien l'intéressé devenait ministre de la Recherche et de la Technologie à la place de Jean-Pierre

Chevènement, ou bien on le mettait dans une structure où il ne concurrençait pas celui-ci. Pour Benveniste, l'histoire de l'eau commence là, lorsqu'il est sollicité par Lazar pour évaluer l'homéopathie, avec les dérives et les anomalies que je viens d'évoquer. Lazar les a couvertes parce qu'il continuait de penser que l'école rationaliste de gauche était capable d'aborder le problème avec sérénité et on a demandé à Alfred Spira de suivre l'affaire et d'essayer de trouver une porte de sortie pour l'institution. Dans la mesure où l'histoire Benveniste est à la jonction de l'histoire des sciences et de l'histoire politique, elle est intéressante et symptomatique d'une époque pas très lointaine où Lissenko (*sic*) créait la génétique mitchourinienne. Une partie de la gauche française pense que tout est rationnellement explicable. C'est une très belle idéologie qui rend Philippe Lazar digne d'admiration, même si celle-ci les a égarés. Avec la mémoire de l'eau, il n'a pas agi en tant que directeur de l'INSERM, mais en tant que chercheur, fier d'avoir mis en place un processus d'évaluation rigoureuse des pratiques médicales parallèles. Son mobile n'était pas de sauver Benveniste même s'il a refusé de le mettre à la porte et cela malgré de nombreux conseils. En effet, il estimait qu'en chaque domaine, tout est évaluable. Mais il n'a pas été compris et il est intéressant de noter que, dans le livre qu'il a écrit à l'époque (*Les explorateurs de la santé*, O. Jacob, 1989), il se révèle incapable d'analyser sa propre réaction. »

... et quelques commentaires

*« Le géographe est trop important pour flâner. Il ne quitte pas son bureau. Mais il reçoit les explorateurs. Il les interroge, et il prend en note leurs souvenirs. Et si les souvenirs de l'un d'entre eux lui paraissent intéressants, le géographe fait une enquête sur la moralité de l'explorateur. »*

A. de Saint-Exupéry. *Le Petit Prince*.  
Gallimard.

Nous ne rentrerons pas dans le détail des erreurs. Le lecteur qui a pris connaissance des deux parties de ce récit corrigera les plus flagrantes. Il a probablement apprécié toute la pertinence de l'analyse permettant d'expliquer les résultats de près de vingt ans d'expériences par tout simplement « la collusion entre un désir politique et le rationalisme Lazarien »...

Peut-être d'ailleurs les erreurs les plus manifestes sont-elles celles commises par omission et surtout par méconnaissance des faits. On a fréquemment envie de dire : mais de quoi parlent-ils ? De plus, il est frappant de constater l'assurance avec laquelle sont émises ces opinions. Les grands principes épistémologiques sont invoqués, des raisons liées à la politique sont avancées, des explications « psychologiques » dignes du Café du commerce sont énoncées. Surtout, et c'est certainement le plus grave, l'histoire est littéralement reconstruite à partir de quelques éléments disparates car, comme le dit Bachelard, l'opinion ne pense pas, elle traduit des besoins en connaissance.

Inutile d'ajouter qu'aucun des interviewés n'est venu à Clamart afin de participer ne serait-ce qu'à une expérience. On a réellement l'impression d'être face au personnage du géographe de Saint-Exupéry qui étudie sa planète sans quitter son bureau. Les interviewés pérorèrent sur « l'affaire » mais de larges pans de cette histoire sont occultés ou ne sont tout simplement pas connus des interviewés. Manifestement, tous en sont restés à l'« affaire *Nature* » et ils ont néanmoins le sentiment d'avoir tout compris de cette histoire qui n'est pour eux qu'un exemple de science pathologique. Pourtant, leurs propos ne concernent guère les expériences en elles-mêmes. C'est inutile à leurs yeux puisque cette histoire est « connue de tous ». D'ailleurs, étant d'anciens administrateurs de la

recherche, il semble que c'est surtout la façon dont l'affaire a été « gérée » – ou aurait dû l'être – qui paraît les intéresser. Peut-être que ces entretiens auraient-ils été différents si l'on s'était adressé à des chercheurs ayant gardé un contact quotidien avec la réalité scientifique et n'ayant que peu d'intérêt pour les enjeux de pouvoir. Enfin, il ne faut pas oublier, comme chacun sait, que l'Histoire étant toujours racontée par les vainqueurs, les auteurs de ces propos peuvent se permettre d'exposer leurs versions de l'histoire quand bien même elles sont contradictoires, l'essentiel étant d'aboutir à cette même opinion partagée par le scientifiquement bienséant du moment (« *Les expériences de Benveniste ? Voyons, soyons sérieux* »).

Car, si ce n'est pas par les publications, ni par expérience directe que les interviewés ont pu avoir connaissance des faits, d'où tiennent-ils leurs informations sur la nature des résultats ? Probablement de l'avis d'un collègue qui lui-même tenait ses informations d'un autre. L'argument d'autorité fait toujours... autorité. Pourtant, nous ne sommes pas en train d'évoquer des rumeurs impalpables comme le furent des rumeurs maintenant classiques qui ont été analysées par les sociologues. Non, il s'agissait de rumeurs qui couraient parmi des scientifiques pourtant censés être des modèles de rationalité et il s'agissait d'expériences que chacun pouvait venir voir dans un laboratoire public de la proche banlieue parisienne. Malgré cela, ce fut l'antienne du « tout le monde le sait » qui fut entonnée en l'accompagnant de divers couplets (« il est fou », « quelqu'un triche », « il doit y avoir une erreur quelque part »), chacun mettant sur cette rengaine les paroles qui lui étaient « utiles » au sens de Bachelard.

« Détruire l'opinion » a été le premier but de ce récit. Tenter de revenir aux faits tels qu'ils se sont produits et tels qu'ils n'ont bien souvent pas été décrits. Si pour certains lecteurs, la lecture de ce récit les conduit à dire « je ne savais pas que... » ou à suspendre un jugement, notre but aura été atteint.



*Notes de fin de chapitre*

---

<sup>1</sup> G. Bachelard. La formation de l'esprit scientifique. *Librairie Philosophique J. Vrin*. 1996. p. 14

<sup>2</sup> <http://picardp1.ivry.cnrs.fr/>

<sup>3</sup> Entretiens avec F. Kourilsky réalisés par J.F. Picard en juin-octobre 1990 ; S. Mouchet et J.F. Picard le 12 septembre 2001, texte revu et amendé par F. Kourilsky, <http://picardp1.ivry.cnrs.fr/KourilskyF.html>.

<sup>4</sup> Le CERES est l'un des courants qui a participé à la création du Parti socialiste en 1971 lors du Congrès d'Épinay.

<sup>5</sup> Entretiens avec Jean-Pierre Bonvalet réalisés par S. Mouchet et J.F. Picard le 24 novembre et le 20 décembre 2000, <http://picardp1.ivry.cnrs.fr/Bonvalet.htm>.

<sup>6</sup> Le CODIS était un comité (de 1982 à 1996) nommé auprès du Directeur général de l'Inserm et qui était chargé de conseiller ce dernier.

<sup>7</sup> Entretien avec Claude Kordon réalisé par S. Mouchet et J.F. Picard le 1<sup>er</sup> octobre 2001, <http://picardp1.ivry.cnrs.fr/Kordon.html>.

<sup>8</sup> Entretiens avec Claude Mawas réalisés par M. Connat et, J-F Picard le 27 avril 1991 et par S. Mouchet et J.F. Picard le 10 avril 2002 (texte revu et amendé par C. Mawas en mars 2005), <http://picardp1.ivry.cnrs.fr/MawasC.html>.